

PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
**NOTRE MODELE
A DE L'AVENIR**



PROGRAMME NATIONAL POUR L'ALIMENTATION

2018-2019

31 projets
lauréats



L'appel à projets du PNA

CET APPEL À PROJETS INTERVIENT DANS UN CONTEXTE NOUVEAU

Engagement du Président de la République, les États généraux de l'alimentation (EGA) se sont déroulés du 20 juillet au 21 décembre 2017. Ateliers nationaux, régionaux et locaux, consultation publique, ont offert un temps de réflexion partagée et de construction collective de solutions nouvelles, qui ont abouti à une feuille de route gouvernementale de la politique de l'alimentation pour 2018-2022.

Cette feuille de route introduit de nouvelles orientations concernant notamment l'approvisionnement de la restauration collective, la réduction du gaspillage alimentaire, la lutte contre la précarité alimentaire et l'éducation alimentaire ; elle fixe des objectifs pour le développement des projets alimentaires territoriaux (PAT).

C'est dans cette phase de préparation d'une nouvelle version du PNA, post-EGA, que le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a lancé le 24 septembre 2018 un nouvel appel à projets national doté d'une enveloppe globale de 1,65 million d'euros, réunissant le soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à hauteur de 1 million d'euros, du ministère des Solidarités et de la Santé à hauteur de 200 000 euros, de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) à hauteur de 400 000 euros et du commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) à hauteur de 50 000 euros.

DEUX THÉMATIQUES ONT ÉTÉ RETENUES POUR CETTE NOUVELLE ÉDITION DE L'APPEL À PROJETS

Pour prendre en compte les orientations issues des EGA visant à accélérer la dynamique de développement des PAT, tout en permettant de capitaliser les démarches et dispositifs exemplaires existants, cette édition de l'appel à projets a été orientée vers deux thématiques :

- l'essaimage de démarches ou dispositifs exemplaires déjà mis en place et ayant fait leur preuve, pour leur donner une plus grande ampleur ;
- le soutien à l'émergence de nouveaux Projets Alimentaires Territoriaux, notamment pour participer à l'atteinte des objectifs fixés pour l'approvisionnement de la restauration collective en produits durables et de qualité, la réduction du gaspillage alimentaire et la lutte contre la précarité alimentaire.

Les projets s'inscrivent dans au moins un des quatre axes prioritaires de la politique publique de l'alimentation :

→ **la justice sociale** pour garantir l'accès de tous à une alimentation de qualité, sûre et en quantité suffisante, ainsi que l'insertion et la réinsertion par les métiers de l'alimentation et de l'agriculture ;

→ **l'éducation alimentaire de la jeunesse** par la transmission des savoirs et des connaissances sur l'équilibre alimentaire et l'alimentation durable, qui passe notamment par une valorisation des métiers de l'alimentation, des produits, des territoires ;

→ **la lutte contre le gaspillage alimentaire** en s'appuyant sur la diffusion de bonnes pratiques, par la sensibilisation du grand public, le renforcement des dons de produits précédemment détruits ou jetés, et la mobilisation de tous les acteurs de la chaîne alimentaire ;

→ **l'ancrage territorial** pour renforcer le lien entre l'agriculture et la société, notamment en favorisant un approvisionnement de proximité et de qualité.

31 PROJETS LAURÉATS POUR RÉPONDRE AUX OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE L'ALIMENTATION

L'appel à projets 2018-2019 a rencontré un vif succès avec le dépôt de 244 dossiers de candidature. 76 ont été pré-sélectionnés en régions et au niveau national puis expertisés par un comité national composé de 23 experts de disciplines variées, ainsi que par les administrations.

À la suite du processus de sélection, 31 projets ont été retenus. Les projets lauréats illustrent de façon concrète la philosophie et l'action du programme national pour l'alimentation sur les territoires. Ils visent à améliorer les impacts économiques, sociaux, environnementaux et nutritionnels de l'alimentation.

La solidarité et les liens sociaux comme vecteurs d'une meilleure alimentation

Les populations sensibles sont ciblées par plusieurs des projets lauréats, qu'il s'agisse d'habitants de quartiers prioritaires, de personnes en réinsertion ou de personnes en situation de précarité. L'enjeu est de développer des dispositifs pour améliorer l'offre alimentaire pour tous, en métropole et en outre-mer, tels que des cantines ou des boutiques solidaires.

L'éducation alimentaire, pour une alimentation durable dès le plus jeune âge

Cet appel à projets soutient des initiatives d'éducation alimentaire des jeunes, qui prennent la forme d'activités pédagogiques interdisciplinaires ou encore de jeux interactifs visant le changement de comportements pour favoriser une alimentation plus durable, notamment sur les enjeux environnementaux et nutritionnels.

La lutte contre le gaspillage alimentaire, plus que jamais au cœur des attentes sociétales

Sans cibler spécifiquement et uniquement cette thématique, de nombreux projets soutenus visent à réduire le gaspillage alimentaire, dans une approche pédagogique ou de sensibilisation et de prévention pour favoriser la prise de conscience et l'essai de comportements vertueux.

L'alimentation au cœur des territoires, pour un rapprochement entre producteurs et consommateurs

Des expérimentations de projets alimentaires territoriaux à des échelles territoriales différentes viendront s'ajouter aux PAT lauréats des appels à projets précédents. Pouvant être portés par des villes, des associations, des communautés de communes, des Pays ou des parcs naturels régionaux, ces projets ont l'ambition de mettre l'alimentation au cœur des stratégies territoriales en mobilisant les acteurs de l'alimentation des territoires, pour favoriser l'émergence de nouveaux modèles. L'approvisionnement de qualité et de proximité est également au cœur des initiatives soutenues, dont l'objectif est notamment de rapprocher la restauration collective des entreprises de transformation alimentaire locales, afin de travailler localement sur l'offre en produits transformés.

Les lauréats de cet appel à projets ont été annoncés au salon international de l'agriculture en février 2019, faisant de la politique publique de l'alimentation l'une des thématiques majeures de ce rendez-vous annuel.

Les chiffres clés de l'appel à projets

→ **5^{ème} édition** de l'appel à projets

→ **une dotation** de 1 650 000 €,

→ **4 partenaires** associés à la gouvernance et au financement :

- le ministère de l'agriculture et de l'alimentation : 1 000 000 €
- le ministère des solidarités et de la santé : 200 000 €
- l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) : 400 000 €
- le commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) : 50 000 €

→ **244 dossiers déposés**

→ **31 lauréats**

15 lauréats sur la thématique « essaimage », dont :

- 6 dans la catégorie « justice sociale »
- 4 dans la catégorie « éducation alimentaire »
- 5 dans la catégorie « ancrage territorial »

16 lauréats sur la thématique PAT

→ **des lauréats issus :**

- de 12 régions métropolitaines
- de 4 départements d'outre-mer
- 5 projets nationaux

Des informations sur les précédentes éditions de l'appel à projets

Depuis 2014, un appel à projets national a été lancé chaque année à l'initiative du ministère en charge de l'agriculture pour développer des projets fédérateurs, démultipliables ou exemplaires s'inscrivant dans les objectifs du PNA, autour de ses quatre axes prioritaires.

120 projets ont ainsi été soutenus dans ce cadre pour un montant proche de 5 millions d'euros.

Pour en savoir plus sur les appels à projets passés et les outils et actions concrètes développés :

<https://agriculture.gouv.fr/les-appels-projets-du-pna-accompagner-la-mise-en-oeuvre-du-programme-national-pour-l'alimentation>

Les 15 projets d'essaimage de démarches ou dispositifs exemplaires

Qu'est-ce qu'un projet d'essaimage ?

Les projets d'essaimage ont pour objectif de reproduire ou d'étendre des initiatives finalisées et opérationnelles, ayant fait preuve de leur intérêt, notamment celles financées dans le cadre des appels à projets précédents (mais pas uniquement), en les adaptant au contexte, au territoire, au public cible...

Les projets peuvent être portés à différents niveaux :

- par des « passeurs d'innovation », qui développent des outils spécifiques pour essayer des projets ayant déjà fait leurs preuves (outil d'appui et d'accompagnement destinés à des porteurs de projets) ;
- par des porteurs de projets qui souhaitent essayer des initiatives qu'ils ont déjà développées, qui sont abouties et ont trouvé leur équilibre ;
- par des « repreneurs » d'innovation, qui s'inspirent ou reprennent en partie des initiatives ayant déjà fait leurs preuves pour accélérer la mise en œuvre de leur propre projet.

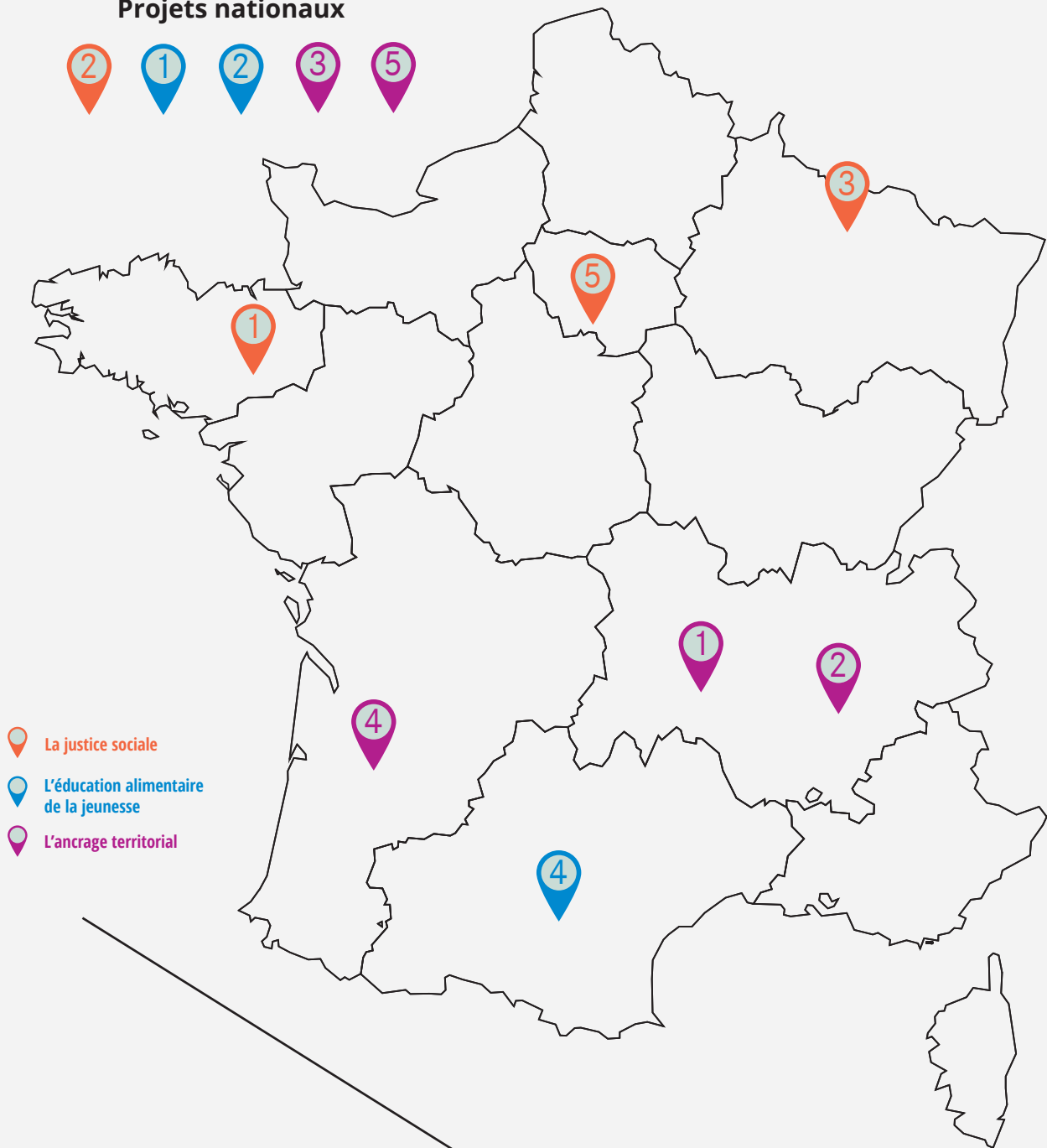
Pour répondre à quels enjeux ?

Les projets doivent répondre aux orientations de la politique nationale de l'alimentation portée par le ministère de l'agriculture et de l'alimentation et concerner l'un ou plusieurs des axes du PNA :

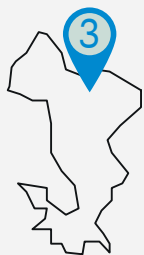
- 6 projets lauréats concernent l'axe de la justice sociale en ciblant notamment les familles, les quartiers prioritaires de la politique de la ville et plus largement les populations en situation de précarité ;
- 4 lauréats concernent l'axe de l'éducation à l'alimentation de la jeunesse, en ciblant notamment les adolescents ;
- 5 lauréats concernent l'axe de l'ancrage territorial, notamment pour un approvisionnement de la restauration collective en produits durables et de qualité ;
- la lutte contre le gaspillage alimentaire est une thématique souvent présente de façon transversale dans les différents projets lauréats (diffusion de bonnes pratiques, éducation des jeunes et développement des dons de produits aujourd'hui détruits ou jetés).

Carte des 15 lauréats de l'appel à projets national 2018-2019 «projets d'essaimage» du PNA

Projets nationaux



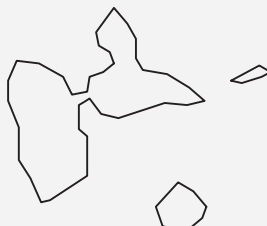
-  La justice sociale
-  L'éducation alimentaire de la jeunesse
-  L'ancrage territorial



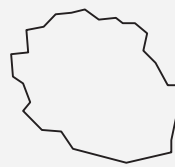
Mayotte



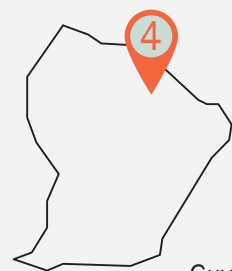
Martinique



Guadeloupe



Réunion



Guyane

La justice sociale

6 PROJETS

- 1 « Extension des Défis Famille A Alimentation Positive (DFAAP), par le transfert de savoir-faire aux acteurs bretons de la santé, de l'environnement, et/ou du social sur les territoires »

PORTEUR DE PROJET

AGROBIO35

RÉGION

Bretagne

DESCRIPTION

Les Défis Famille A Alimentation Positive (DFAAP) ont pour objectifs de démontrer de manière conviviale que l'on peut avoir une alimentation savoureuse, bio et locale sans augmenter son budget alimentaire.

L'enjeu principal du projet porté par AGROBIO35 est de permettre aux acteurs locaux de la santé, de l'environnement et du social de se réapproprier les sujets alimentaires par la formation et l'autonomisation.

Le projet développera de nouveaux outils permettant à ces acteurs d'essaimer les Défis Famille A Alimentation Positive (DFAAP), en les adaptant à leur territoire et à leur public, tout en conservant des liens avec les producteurs biologiques et en les intégrant à des démarches de territoire (projet alimentaire territorial, plan climat-air-énergie territorial...).

Contact : a.randall@agrobio-bretagne.org

site Internet : www.famillesaalimentationpositive.fr



- 2 « VRAC (Vers un réseau d'achat en commun) »

PORTEUR DE PROJET

VRAC

PROJET NATIONAL

DESCRIPTION

L'association VRAC (Vers un Réseau d'Achat en Commun) favorise le développement de groupements d'achats de produits de qualité (biologiques, locaux et écologiques) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville de l'agglomération lyonnaise.

Le projet vise à essaimer ce dispositif dans d'autres métropoles (Lille, Rennes, Montpellier ou Marseille) et ainsi accroître le nombre de personnes issues des quartiers populaires ayant accès à un mode d'approvisionnement et de consommation durable et responsable.

Contact : asso.vrac@gmail.com

site Internet : www.vrac-asso.org



3 « Se nourrir lorsqu'on est pauvre - une démarche territoriale pour un accès digne et durable à une alimentation de qualité »

PORTEUR DE PROJET

Pays Terres de Lorraine

RÉGION

Grand-Est



DESCRIPTION

Depuis deux ans le pays Terres de Lorraine et ATD Quart Monde co-pilotent dans le cadre du PAT un projet intitulé « Se nourrir lorsqu'on est pauvre - l'accès digne et durable à une alimentation de qualité, un vecteur de cohésion sociale et de citoyenneté ». Après avoir validé la démarche du projet sur le territoire et l'établissement de son cadre, il est question ici de son déploiement. Il s'agira de développer les chantiers opérationnels amorcés, de nommer une gouvernance alimentaire et d'implanter durablement ce projet dans les pratiques locales. Pour ce faire, l'accent est porté sur la mise en réseau et les échanges d'expériences avec des initiatives en France et à l'étranger.

Contact : benoit.guerard@terresdelorraine.org

site Internet : www.terresdelorraine.org

4 « Centres de distribution alimentaire et sociale de Guyane »

PORTEUR DE PROJET

Croix-Rouge française de Guyane

RÉGION

Guyane



DESCRIPTION

Le projet porté par la Croix-Rouge française de Guyane vise à réduire la vulnérabilité économique, sociale et sanitaire d'une partie de la population guyanaise en développant et améliorant le système d'aide alimentaire présent sur le territoire, actuellement essentiellement composé d'actions d'urgence.

Le projet propose de créer deux dispositifs de distribution alimentaire en libre-service, en s'appuyant sur l'expérience de la Croix-rouge française acquise dans d'autres territoires. L'implantation de ces dispositifs à Cayenne et à Saint-Laurent-Du-Maroni permettra de cibler un public dont les ressources économiques ne leur permettent pas de se nourrir décemment.

Contact : thomas.cutard@croix-rouge.fr

site Internet : guyane.croix-rouge.fr

5 « Cantines solidaires »

PORTEUR DE PROJET

Excellents Excédents

RÉGION

Île-de-France

DESCRIPTION

Le projet « Cantines solidaires » consiste à étudier la faisabilité et la mise en place de restaurants sociaux, durables et solidaires sur le territoire de Seine-Saint-Denis et plus généralement de l'Île-de-France, à partir de l'expérience de 2 cantines solidaires mises en place en 2017 et 2018. Ces restaurants sont approvisionnés à partir d'excédents de la restauration collective du territoire dans une logique de réduction du gaspillage alimentaire. Les repas sont équilibrés d'un point de vue nutritionnel et proposent un choix afin de respecter les différences de goût ou de culture alimentaire du convive. Ce sont des lieux de convivialité, de partage et de mixité sociale qui proposent des repas de qualité à un coût très réduit voire gratuitement pour les personnes en situation de précarité.

Contact : anne.tison@excellents-excedents.fr

site Internet : www.excellents-excedents.fr



6 « Réseau d'initiatives de jardins partagés et de boutiques solidaires »

PORTEUR DE PROJET

Centre de Culture Populaire Ypiranga de Pastinha Martinique

RÉGION

Martinique

DESCRIPTION

Le projet, porté par le Centre de Culture Populaire Ypiranga de Pastinha, vise à accompagner la multiplication de jardins partagés et de boutiques solidaires sur le territoire martiniquais. Il propose de mettre en place un accompagnement à la gestion de projet (demande d'agrément, subvention, convention), des formations aux techniques agro-écologiques, à l'aquaponie et aux plantes médicinales, la création d'un cahier des charges et une matériauthèque fournissant gratuitement les structures accompagnées en matériaux de récupération.

Contact : ypirangamartinique@gmail.com

L'éducation alimentaire de la jeunesse

4 PROJETS

1 « L'éducation culinaire des Chefs d'aujourd'hui et de demain »

PORTEUR DE PROJET
CUISINE ET PARTAGE

PROJET NATIONAL



**La Tablee
des Chefs**

DESCRIPTION

L'éducation culinaire des Chefs d'aujourd'hui et de demain est un projet de lutte contre l'insécurité alimentaire en France par l'éducation et la sensibilisation. Les publics visés sont des jeunes de 11 à 21 ans, apprenants en école hôtelière, en résidence dans les maisons d'enfant à caractère social, ainsi que les collégiens dans les réseaux d'éducation prioritaires.

Le projet vise à démultiplier les actions menées via une communauté de chefs bénévoles qui donneront à ces jeunes des clés de lecture de l'alimentation, au travers de programmes d'éducation et d'événements, leur permettant d'acquérir toutes les connaissances nécessaires pour prendre en main leur avenir culinaire.

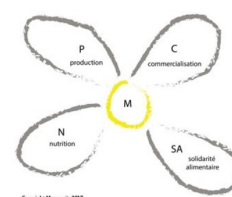
Contact : lyndsi.baker@tableedeschefs.fr
site Internet : www.tableedeschefs.fr

2 «TRANSITERRE - Accompagner les transitions des territoires vers plus de durabilité et de justice sociale par l'éducation agri-alimentaire et la formation »

PORTEUR DE PROJET

Réseau Marguerite, cultivons ensemble un monde plus juste!

PROJET NATIONAL



DESCRIPTION

Le projet TRANSITERRE propose d'essaimer le dispositif SensiAgri de sensibilisation des adolescents à une agriculture et une alimentation durables (lauréat de l'appel à projets du PNA en 2016). Les apprentissages autour de l'agriculture et l'alimentation sont autant d'outils générateurs de justice sociale.

Le projet vise à sensibiliser d'autres territoires à ce dispositif afin d'élargir le réseau au-delà de la métropole de Lyon et développer une expertise dans le champ de l'éducation agri-alimentaire. L'essaimage s'appuie avant tout sur la mise en place de formations pour les enseignants avec le soutien d'un panel de partenaires experts.

Contact : reseau margueriteasso@gmail.com

3 «Agir pour l'environnement – Moi j'y crois»

PORTEUR DE PROJET

INSIDENS

RÉGION

Mayotte



DESCRIPTION

La prise de conscience de la grande richesse et de la vulnérabilité de l'environnement mahorais est une priorité majeure pour l'île. Des projets innovants existent et doivent être mis en valeur, les bonnes pratiques doivent être diffusées. Un collectif d'entreprises, Kwezi TV, Insidens, Bazari Productions et MNE (Mayotte Nature Environnement) a décidé d'unir leurs compétences au service d'un projet d'intérêt collectif : la préservation de l'environnement. Sensibiliser, alerter le grand public et mettre en valeur les porteurs de projets innovants, tels sont les objectifs du collectif. Suite à une première saison de 20 émissions télévisées, le projet vise à essaimer des dispositifs exemplaires et innovants à travers 20 nouvelles émissions, dont 4 seront plus particulièrement consacrées à des sujets en lien avec la politique de l'alimentation (l'agriculture saine et durable, l'alimentation durable et locale, l'alimentation équilibrée, la lutte contre le gaspillage alimentaire ...).

Contact : aco@insidens.fr

site Internet : www.insidens.fr/agir-pour-lenvironnement-moi-jy-crois

4 « Adaptation interactive et numérique de l'outil pédagogique opérationnel « En Quête de Qualités », pour rendre accessible à tous l'éducation à une alimentation saine et durable»

PORTEUR DE PROJET

Terre Nourricière

RÉGION

Occitanie



Terre Nourricière

DESCRIPTION

Ce projet vise à développer une version numérique et interactive de l'outil de TERRE NOURRICIERE « Enquête de qualités », actuellement en 3 livrets, afin de l'étendre à un plus grand nombre de lycéens et de le rendre plus attractif par l'application smartphone.

Dans la peau d'un stagiaire, le joueur participe au fonctionnement d'un restaurant-épicerie. Différentes missions lui sont confiées (approvisionnement auprès des producteurs et artisans, service, accueil et marketing) pour lui permettre de découvrir tous les volets de l'alimentation responsable. Il va ainsi pouvoir acquérir des connaissances et compétences sur les produits locaux, de qualité et de saison, les spécialités et terroirs, les métiers de bouches, les parcours de formation, les systèmes d'approvisionnement et la lutte anti-gaspillage.

Contact : kristelltrochu@terenourriciere.org

site Internet : <http://www.terenourriciere.org/>

L'ancrage territorial

5 PROJETS

1 « Ap'proche + : Professionnaliser l'approvisionnement de proximité en restauration collective en déployant le projet Ap'proche »

PORTEUR DE PROJET

Auvergne-Rhône-Alpes Gourmand

RÉGION

Auvergne-Rhône-Alpes

DESCRIPTION

Le projet Ap'proche+ est l'héritier d'un projet lauréat de l'appel à projets du Programme National pour l'Alimentation 2015-2016. Ce projet avait pour but d'intégrer des produits locaux rhônalpins en restauration collective via la professionnalisation des entreprises et leur mise en relation avec les décideurs du marché.

Ap'proche + vise à essayer le projet à un niveau supra-régional et à l'élargir à de nouvelles thématiques afin d'accompagner l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur et ainsi favoriser une alimentation durable et saine en restauration collective.

Contact : s.marino@comite-arag.fr

site Internet : www.auvergne-rhone-alpes-gourmand.fr



2 « Virage à Table : la restauration d'entreprise répond présente à la loi Alimentation

PORTEUR DE PROJET

FRAB AURA

RÉGION

Auvergne-Rhône-Alpes

DESCRIPTION

Le projet Manger Bio Local en Entreprise a été déployé en Rhône-Alpes depuis plusieurs années pour accompagner la restauration d'entreprise vers l'introduction de produits bio et locaux dans l'offre alimentaire.

Le projet Virage à Table vise à élargir cette démarche pour accompagner la restauration adulte (entreprise, administration, médico-sociale) sur la région Auvergne-Rhône-Alpes dans l'atteinte des objectifs de la loi Alimentation.

Cet accompagnement porte sur les 4 piliers de la restauration : les acteurs, les achats, les process et les indicateurs et se traduira par la rédaction d'un livre blanc pour les donneurs d'ordres en restauration.

Contact : mathilde.azzano@aurabio.org

site Internet : www.auvergnerhonealpes.bio/qui-sommes-nous/frab-aura



● **FRAB AURA** ●
Les Agriculteurs **BIO**
d'Auvergne-Rhône-Alpes

3 « Essaimer un projet de cantine durable comme levier d'une politique alimentaire respectueuse de la santé et de l'environnement »

PORTEUR DE PROJET

Ville de Mouans-Sartoux

PROJET NATIONAL

DESCRIPTION

La ville de Mouans-Sartoux mène une politique alimentaire respectueuse de la santé et de l'environnement, comme le montre la réussite de sa cantine Bio-locale à l'origine d'un projet alimentaire territorial labellisé en 2017. Cette réussite est reconnue au niveau national et européen. L'intérêt croissant des collectivités et les nombreuses sollicitations pour des actions d'essaimage ponctuelles traduisent le besoin de développer une méthodologie, objet du projet.

Celle-ci, développée autour de 8 modules thématiques, permettra d'accompagner les collectivités volontaires vers une restauration scolaire plus durable qui favorisera la construction d'une véritable politique alimentaire de territoire.

Contact : mead@mouans-sartoux.net

site Internet : www.mouans-sartoux.net



4 « Manger Bio&Local, Labels et Terroir »

PORTEUR DE PROJET

Département des Pyrénées Atlantiques

RÉGION

Nouvelle Aquitaine



DESCRIPTION

Manger Bio&Local, Labels et Terroir, vise à développer l'approvisionnement bio et local des services de restauration collective du département des Pyrénées-Atlantiques (collèges, écoles, EHPAD, foyers handicapés). Cette démarche réunit 3 objectifs : améliorer la qualité alimentaire, sensibiliser à la consommation responsable et dynamiser et pérenniser l'agriculture locale de qualité.

Le projet initial s'est développé selon 4 axes : approvisionnement (constitution d'une base de données de 154 fournisseurs, sur la base d'une charte), accompagnement des équipes de cuisine (parcours de formation, diagnostics sur site, organisation de temps d'échanges), mise en place d'actions éducatives et accompagnement des acheteurs. Le nouveau projet a pour objet l'essaimage de cette démarche auprès des crèches et des intercommunalités.

Contact : anne-line.plantefeve@le64.fr

5 « Mobiliser toutes ses Compétences pour Agir sur l'Alimentation Locale (MYCAAL) »

PORTEUR DE PROJET

CNRS - délégation Bretagne et Pays de la Loire



PROJET NATIONAL

DESCRIPTION

Le projet MYCAAL vise à mettre à disposition des agents des collectivités territoriales une base de connaissances juridiques accessible en ligne, fiable et facile d'usage, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le cadre du projet FRUGAL (Formes urbaines et gouvernances alimentaires).

Cette base livrera gratuitement une information sur leurs compétences légales pour agir dans le domaine de l'alimentation, en particulier lors d'un Projet Alimentaire Territorial. Elle sera évolutive grâce à une approche collaborative et proposera un lien entre données juridiques et expériences pratiques. Ce projet est très complet grâce à l'association entre analyse scientifique, identification et analyse des pratiques des collectivités. Il s'articulera avec d'autres outils développés par le réseau national des PAT (RnPAT).

Contact : luc.bodiguel@univ-nantes.fr

site Internet : www.dr17.cnrs.fr

Les 16 projets pour l'émergence de nouveaux projets alimentaires territoriaux

Qu'est-ce qu'un projet alimentaire territorial ?

Un projet alimentaire territorial (PAT) est un projet collectif visant à rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales, les acteurs de la société civile et les consommateurs et à développer l'agriculture ainsi que la qualité de l'alimentation sur un territoire donné. Les PAT s'appuient sur un diagnostic partagé faisant un état des lieux de la production agricole et alimentaire locale, du besoin alimentaire du bassin de vie et identifiant les atouts et contraintes socio-économiques et environnementales du territoire.

Pour répondre à quels enjeux ?

Les PAT répondent à l'enjeu d'ancrage territorial de l'alimentation et peuvent revêtir en particulier :

- **une dimension économique** : structuration et consolidation des filières dans les territoires, rapprochement de l'offre et de la demande, maintien de la valeur ajoutée sur le territoire, contribution à l'installation d'agriculteurs et à la préservation des espaces agricoles ;
- **une dimension environnementale** : développement de la consommation de produits locaux et de qualité, valorisation d'un nouveau mode de production agroécologique, dont la production biologique, préservation de l'eau et des paysages, lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- **une dimension sociale** : éducation alimentaire, création de liens, accessibilité sociale, lutte contre la précarité alimentaire, valorisation du patrimoine.

Quelle valorisation des projets alimentaires territoriaux ?

Les PAT peuvent bénéficier d'une reconnaissance officielle délivrée par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Cette reconnaissance ouvre droit à l'usage de la marque « PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL reconnu par le ministère de l'Agriculture » et du logo associé.

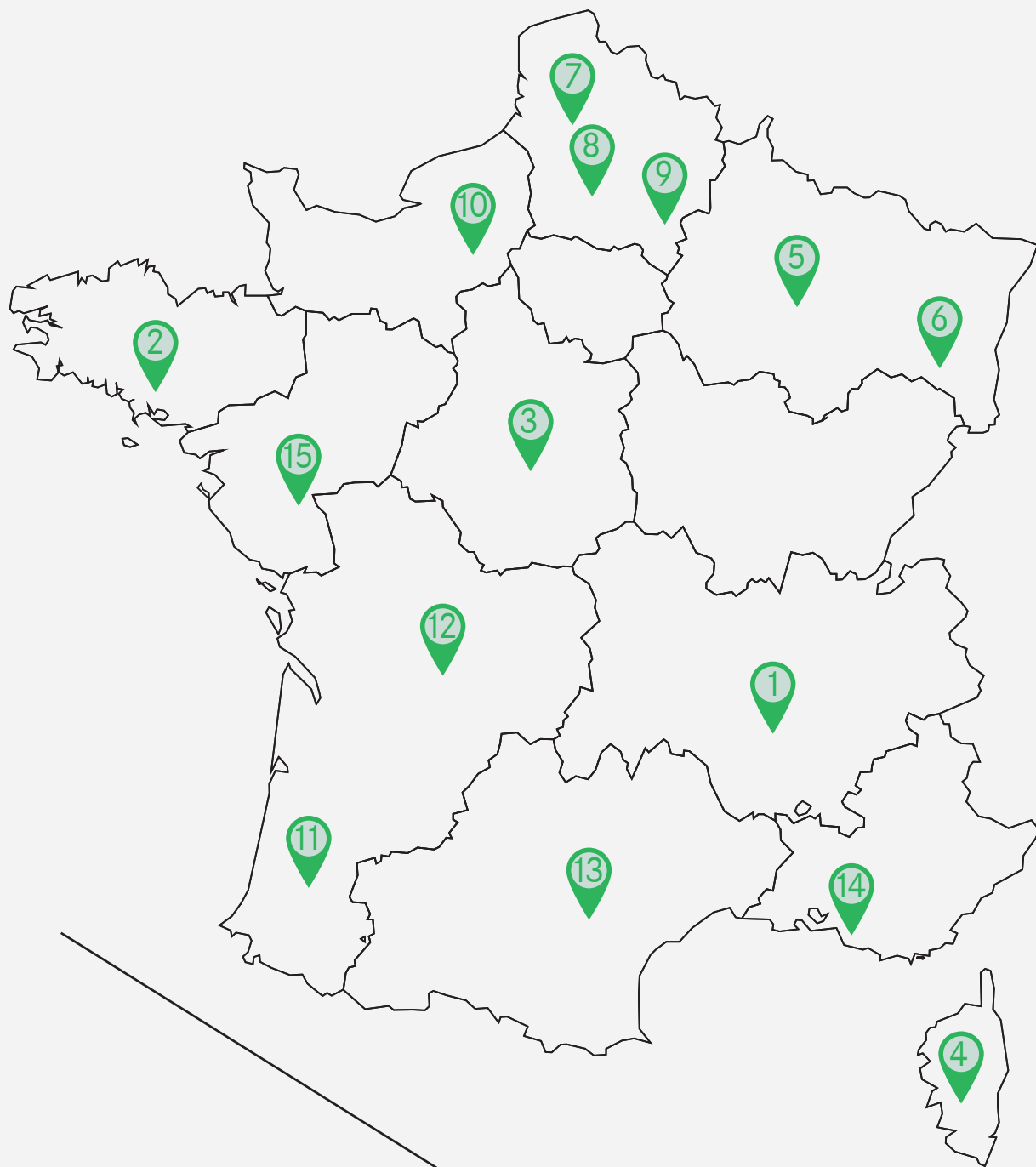
Dans la catégorie « projets alimentaires territoriaux » de l'appel à projets 2018-2019, sont récompensées des démarches d'élaboration de projets alimentaires territoriaux. Les porteurs des projets pourront demander à bénéficier de la reconnaissance officielle délivrée par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation lorsque les projets alimentaires territoriaux seront finalisés.



Pour en savoir plus :

<http://agriculture.gouv.fr/fairereconnaitre-un-projet-alimentaireterritorial>

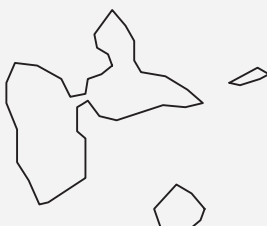
Carte des 16 lauréats de l'appel à projets national 2018-2019 Projets alimentaires territoriaux (PAT)



Mayotte



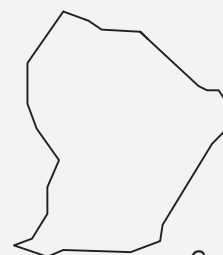
Martinique



Guadeloupe



Réunion



Guyane

Les projets alimentaires territoriaux

16 PROJETS

1 « Projet Alimentaire Territorial porté par Saint-Flour Communauté »

PORTEUR DE PROJET

Saint-Flour Communauté

RÉGION

Auvergne-Rhône-Alpes

DESCRIPTION

Partant du constat des problématiques en approvisionnement local, liées aux synergies ville-campagne, le projet porté par Saint-Flour Communauté consiste à définir une vision partagée de l'agriculture et de l'alimentation durable sur son territoire. Celui-ci, marqué par une agriculture de moyenne montagne et une faible densité de population, présente cependant une diversification agricole avérée. Ce projet doit permettre de faire émerger une gouvernance alimentaire en regroupant l'ensemble des démarches actuellement entreprises et en capitalisant des expériences concrètes et reproductibles pour une alimentation locale, juste, saine, durable et de qualité.

Contact : c.rieutort@saintflourco.fr

site Internet : www.saint-flour-communaute.fr



2 «senourrir@brestmetropole #solidarité #coopération #proximité»

PORTEUR DE PROJET

Brest métropole

RÉGION

Bretagne

DESCRIPTION

Brest métropole, ses communes et sa société civile, mènent de nombreuses actions pour une alimentation saine et durable. Pour être plus efficaces et lisibles, celles-ci appellent un cadre organisé, qui s'exprimera dans un Projet Alimentaire Métropolitain (PAM).

Brest métropole se focalisera sur trois objectifs principaux : justice alimentaire, en particulier dans les quartiers « contrat de ville », développement de l'emploi, par fertilisation croisée entre alimentation et numérique et qualité environnementale.

La construction du PAM innovera par ses méthodes : une forte coopération institutionnelle avec ses partenaires, le retissage de liens équilibrés campagne-ville (liens avec le territoire du Pays du Centre ouest Bretagne) et l'association des habitants dès la phase de construction des procédures de participation grâce à son excellence reconnue dans le numérique.

Contact : joelle.calvar@brest-metropole.fr

site Internet : www.brest.fr



3 « Concevoir et expérimenter une stratégie de concertation innovante au service de la mise en place d'un PAT / Prospective territoriale par l'approche paysage »

PORTEUR DE PROJET

Syndicat Mixte du Pays des Châteaux

RÉGION

Centre-Val de Loire



DESCRIPTION

Dans la continuité des actions déjà engagées sur son territoire, le Pays des Châteaux souhaite expérimenter une méthode inédite de mobilisation des parties prenantes, qui permettra d'aboutir à la création d'un Conseil Local de l'Alimentation. Cette nouvelle méthode repose sur une démarche de prospective territoriale par l'approche paysage, au service de la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial.

En s'appuyant sur les travaux initiés par les étudiants de l'École de la nature et du Paysage de Blois, sur un diagnostic territorial agricole et agro-alimentaire et sur une étude de la consommation alimentaire, le Conseil Local de l'Alimentation proposera un programme d'actions pour répondre aux enjeux identifiés.

Contact : developpement@paysdeschateaux.fr

site Internet : www.paysdeschateaux.fr

4 « Mieux vivre et manger dans le Fium'Orbu Castellu »

PORTEUR DE PROJET

Communauté de communes Fium'Orbu Castellu

RÉGION

Corse



DESCRIPTION

Suite à l'élaboration d'un document d'objectifs agricole et sylvicole (DOCABAS), la communauté de communes Fium'Orbu Castellu souhaite mettre en place un projet alimentaire territorial afin de favoriser l'intégration des produits locaux dans la restauration collective et limiter la précarité alimentaire en retissant le lien social au sein des villages. Pour répondre à ces objectifs, elle envisage la création d'un espace test agricole pour une activité de maraîchage diversifié de montagne ainsi que l'aménagement des terrasses pour y développer des jardins et vergers familiaux. Il est également prévu de développer le sylvo-pastoralisme autour des villages.

Contact : comfium.developpement@orange.fr

site Internet : www.ccfiumorbucastellu.corsica

5 « Cap sur un Projet alimentaire territorial pour Metz métropole ! »

PORTEUR DE PROJET

Metz Métropole

RÉGION

Grand-Est



DESCRIPTION

Le PAT pour Metz Métropole aura vocation à structurer la politique agricole et alimentaire du territoire sur la période 2019-2020 en définissant un cadre d'intervention au regard de multiples enjeux : foncier, économie de proximité, santé-justice, gaspillage alimentaire, paysages. Il s'agira de construire un projet qui offre aux habitants une alimentation saine, de qualité, accessible à tous, issue majoritairement de circuits de proximité, rémunérateurs pour l'agriculteur et respectueux de l'environnement.

Contact : mpmanginferrari@metzmetropole.fr

site Internet : www.metzmetropole.fr

6 « Formalisation et déclinaison du projet alimentaire territorial sur les Vosges du Nord et ses pays - Sarreguemines, Saverne, Haguenau »

PORTEUR DE PROJET

SYCOPARC

RÉGION

Grand-Est

DESCRIPTION

Depuis 2017, le Parc naturel régional des Vosges du Nord et les pays associés ont engagé les premières réflexions pour la définition d'une stratégie alimentaire locale et durable. Sur ce territoire combinant rural et urbain, montagne, plaine et plateau, les élus ont souhaité travailler sur l'alimentation et l'agriculture comme facteurs de qualité de vie, de développement économique local, de préservation de l'environnement, de santé publique, et d'aménagement durable et équilibré du territoire. La définition de cette stratégie d'ensemble fait suite à de multiples initiatives engagées en faveur d'une agriculture locale et durable. Il s'agit maintenant de donner un sens commun à ces initiatives et de mutualiser des moyens pour apporter des réponses plus efficaces aux acteurs et consommateurs du territoire.

Contact : c.bayeur@parc-vosges-nord.fr

site Internet : www.parc-vosges-nord.fr



7 « Système Alimentaire Territorial Durable (SATD) de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin »

PORTEUR DE PROJET

Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin



RÉGION

Hauts-de-France

DESCRIPTION

Le projet de Système Alimentaire Territorial Durable (SATD) constitue la déclinaison stratégique de la politique de développement de l'agriculture périurbaine et d'un réseau alimentaire de proximité, votée par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL) en 2017.

Il cible les acteurs locaux, vise à intégrer les enjeux auxquels est confrontée l'agriculture locale et à répondre aux attentes des communes en matière de structuration d'un réseau alimentaire de proximité et de qualité, notamment par le développement de productions locales, le déploiement d'outils permettant de garder leur valeur ajoutée sur le territoire et la sensibilisation des consommateurs.

Contact : jdecoupigny@agglo-lenslievin.fr

site Internet : www.agglo-lenslievin.fr

8 « Émergence d'un PAT en Thiérache »

PORTEUR DE PROJET

PETR du Pays de Thiérache



RÉGION

Hauts-de-France

DESCRIPTION

Le projet, coordonné au pacte Sambre-Avesnois-Thiérache, ancre une stratégie de gouvernance alimentaire sur le territoire rural thiérachien, permettant de réunir acteurs agricoles, économiques, sociaux et institutionnels afin de soutenir et coordonner les initiatives d'alimentation locale, durable et équitable. Les objectifs principaux sont la défense du patrimoine agricole et alimentaire de Thiérache, la reconnexion des habitants au territoire et à ses acteurs, la sensibilisation aux impacts de l'alimentation et le soutien aux pratiques alimentaires innovantes.

Contact : contact@pays-thierache.fr

site Internet : www.pays-thierache.fr

9 « Mise en place d'un programme Alimentation durable en Avesnois »

PORTEUR DE PROJET

Syndicat mixte Parc naturel régional de l'Avesnois

RÉGION

Hauts-de-France

DESCRIPTION

Ce projet porté par le parc naturel régional de l'Avesnois, vise l'émergence d'un PAT sur l'arrondissement d'Avesnes sur Helpe, inscrit dans le pacte Sambre-Avesnois-Thiérache et le contrat de transition écologique et solidaire signés en novembre 2018.

Dans le domaine de l'alimentation, de nombreux acteurs accompagnent les consommateurs et les habitants dans le mieux manger. Ces démarches doivent être communiquées et coordonnées afin de créer des liens entre elles et répondre aux enjeux en matière d'alimentation durable et plus précisément de précarité alimentaire, de gaspillage, d'accès aux produits locaux notamment dans la restauration collective.

Contact : philippe.lesage@parc-naturel-avesnois.com

site Internet : www.parc-naturel-avesnois.fr



10 « Projet Alimentaire Territorial de Caen Normandie Métropole »

PORTEUR DE PROJET

Pôle Métropolitain Caen Normandie Métropole

RÉGION

Normandie

DESCRIPTION

Après une année d'animation et de diagnostic, Caen Normandie Métropole, la Chambre d'agriculture et l'Agence d'urbanisme disposent désormais d'un diagnostic partagé et des orientations stratégiques du Projet Alimentaire de la Métropole : mettre en place une gouvernance alimentaire, prendre en compte l'alimentation dans la planification et le foncier, soutenir l'économie de proximité, renforcer le lien social, favoriser l'approvisionnement local dans la restauration, communiquer/sensibiliser/éduquer sur l'identité alimentaire locale. Le projet vise à mettre en œuvre ces orientations stratégiques avec les acteurs identifiés.

La mise en œuvre du PAT est coordonnée avec les Plans Climat Air Energie Territorial (PCAET) du territoire, beaucoup d'enjeux étant communs à ces deux démarches (économies d'énergies – relocalisation des flux).

Contact : valerie.robert@caen-metropole.fr

site Internet : www.caen-metropole.fr



11 « Le Projet Alimentaire de Territoire de la Communauté d'Agglomération Pays Basque, la restauration collective premier pas vers une alimentation saine et durable pour tous »

PORTEUR DE PROJET

Communauté d'Agglomération Pays Basque

RÉGION

Nouvelle Aquitaine

DESCRIPTION

Dès sa création en janvier 2017, la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) s'est engagée à faire de l'alimentation une politique publique à part entière. Ainsi, forte de la dynamique à l'œuvre sur le territoire, elle a souhaité élaborer son Projet Alimentaire de Territoire (PAT), de manière transversale en abordant l'ensemble des problématiques. Son ambition au travers ce projet est de décliner et de mettre en œuvre des premières actions opérationnelles pouvant contribuer à la structuration d'une offre alimentaire de qualité, accessible à tous. Elles porteront sur la restauration collective et sur l'action sociale à destination des personnes les plus démunies.

Contact : s.hiriarte@communaute-paysbasque.fr

site Internet : www.communaute-paysbasque.fr



12 Projet Alimentaire Territorial de Grand Poitiers Communauté urbaine : la dynamique rural-urbain

PORTEUR DE PROJET

Grand Poitiers Communauté urbaine

RÉGION

Nouvelle Aquitaine

DESCRIPTION

Grand Poitiers Communauté urbaine souhaite mener une démarche participative pour la co-construction du diagnostic partagé et du programme d'actions de son Projet Alimentaire Territorial. L'élaboration de ce PAT vise à initier, à terme, une gouvernance alimentaire territoriale. Grand Poitiers entend relocaliser l'alimentation, rapprocher producteurs et consommateurs, créer de la valeur ajoutée sur le territoire et préserver la qualité de la ressource en eau.

Contact : fabrice.bonnifait@grandpoitiers.fr

site Internet : www.grandpoitiers.fr



13 « Vers un projet alimentaire territorial Grands Causses Lévézou »

PORTEUR DE PROJET

Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

RÉGION

Occitanie

DESCRIPTION

L'économie sud-Aveyronnaise repose essentiellement sur l'agriculture et l'agro-alimentaire, incarnée notamment par la filière fromagère du Roquefort. Depuis 30 ans, le sud-Aveyron mène des expériences agricoles et les paysans ont fait preuve de grandes innovations sociales et économiques, notamment à travers la mise en place de circuits courts, l'organisation de la vente directe ou la création d'outils économiques innovants. Le projet alimentaire de territoire vise à mettre en synergie tous les acteurs qui ont su innover pour répondre aux attentes des consommateurs et s'adapter au changement climatique à travers une vingtaine d'actions articulées autour de 3 volets (économique, sociétal et sanitaire et environnemental) avec un enjeu majeur : favoriser la relocalisation de la production dans l'économie alimentaire et la mise en valeur des pratiques agricoles et des produits du territoire.

Contact : sebastien.pujol@parc-grands-causses.fr

site Internet : www.parc-grands-causses.fr



14 « Programme alimentaire territorial du Grand Avignon »

PORTEUR DE PROJET

Communauté d'agglomération du Grand Avignon

RÉGION

Provence-Alpes-Côte d'Azur

DESCRIPTION

Par son projet Alimentaire Territorial, le Grand Avignon souhaite développer l'interconnaissance et de nouvelles coopérations entre acteurs, tout en sensibilisant un large public aux questions d'agriculture et d'alimentation. L'un des objectifs est de développer l'économie sociale et solidaire grâce aux activités agricoles périurbaines et alimentaires, ainsi que par la valorisation du terroir auprès des touristes et des habitants.

Contact : michael.lapoiriere@grandavignon.fr

site Internet : www.grandavignon.fr



15 « Pour une alimentation locale et de qualité en Haute Mayenne »

PORTEUR DE PROJET

GAL (Groupe d'action locale) Haute-Mayenne

RÉGION

Pays de la Loire



DESCRIPTION

Le GAL souhaite bâtir et animer un projet alimentaire territorial et pour cela associer tous les acteurs qui produisent, consomment et travaillent à partir de produits alimentaires, agissant ainsi « du champ à l'assiette ». Le projet a donc pour objectif de développer une offre de produits locaux de qualité en accompagnant les producteurs locaux vers des débouchés en circuits courts comme la restauration collective. La sensibilisation des consommateurs et la construction d'une culture alimentaire sont aussi au cœur du projet, afin que tous prennent pleinement conscience de l'intérêt de « consommer local et qualité ».

Contact : severine.letilleux@hautemayenne.org

site Internet : www.hautemayenne.org

16 « Projet Alimentaire Territorial à Mafate : Planté pou manzé »

PORTEUR DE PROJET

Parc national de La Réunion

RÉGION

La Réunion



DESCRIPTION

Ce projet contribue à une ambition de développement durable du cirque de Mafate, cœur habité du parc national de la Réunion, inscrit au Patrimoine Mondial de l'Unesco et site d'éco-tourisme. Il favorise la synergie d'acteurs pour développer une agriculture écologique et une alimentation locale, dans une logique de gestion optimisée des ressources et de valorisation du patrimoine.

Le plan d'action est organisé en 5 axes :

- Économie alimentaire : redynamiser la production et la transformation locales ;
- Patrimoine culturel et gastronomie : valoriser les savoir-faire traditionnels ;
- Environnement : gérer l'espace, améliorer les pratiques et diminuer les nuisances ;
- Accessibilité sociale et précarité alimentaire : encourager le vivrier et accompagner la restauration scolaire ;
- Santé Nutrition : sensibiliser aux enjeux de santé par la réappropriation du patrimoine alimentaire.

Contact : arthur.herbreteau@reunion-parcnational.fr

site Internet : www.reunion-parcnational.fr



LES APPELS À PROJETS NATIONAUX DU PROGRAMME NATIONAL POUR L'ALIMENTATION (PNA)

PROGRAMME NATIONAL
POUR L'ALIMENTATION
**NOTRE MODÈLE
A DE L'AVENIR**

CHAQUE ANNÉE,
LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION
RÉALISE UN APPEL
À PROJETS RÉPONDANT
AUX CRITÈRES DES **4 AXES**
PRIORITAIRES DU PNA :



LA JUSTICE
SOCIALE



L'ÉDUCATION
ALIMENTAIRE
DE LA JEUNESSE



LA LUTTE CONTRE
LE GASPILLAGE
ALIMENTAIRE



L'ANCRAGE TERRITORIAL
ET LE PATRIMOINE
ALIMENTAIRE

ET DEPUIS 2016,
AVEC UN FOCUS SUR
LES PROJETS ALIMENTAIRES
TERRITORIAUX (PAT).



**CES PROJETS, FINANCÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION,
EN PARTENARIAT AVEC L'ADEME ET LE MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ...**

... couvrent de nombreuses thématiques

Projets alimentaires territoriaux
à l'échelle de métropoles, de
communautés d'agglomérations,
en milieu urbain ou rural

Structuration
des approvisionnements
de qualité et de proximité

Éducation des jeunes
à l'alimentation

Développement d'outils
pédagogiques sur l'alimentation

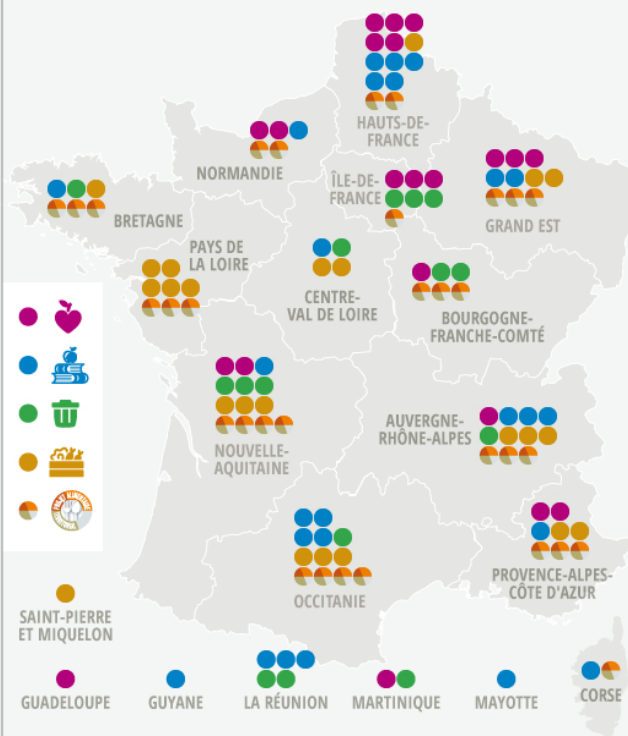
Accompagnement des acteurs
du glanage solidaire
et des dons agricoles

Amélioration des actions
relatives à l'aide alimentaire

Sensibilisation du grand public
et des professionnels à la lutte
contre le gaspillage alimentaire

Développement de jardins
partagés collectifs...

... sont répartis sur l'ensemble du territoire



... s'adressent à un large public

Jeunes enfants, adolescents,
familles • personnes démunies •
personnes incarcérées •
consommateurs citoyens •
enseignants et chercheurs •
collectivités • établissements de
santé • professionnels de la
restauration collective • entreprises
agricoles et agroalimentaires •
grand public...

... sont portés par des acteurs variés

Collectivités territoriales • parcs
naturels régionaux • centres
sociaux • acteurs associatifs
locaux ou nationaux •
établissements d'enseignement
supérieur • écoles • lycées •
chambres d'agriculture...

DOTATION TOTALE



5
millions d'euros
depuis 2014

PROJETS LAURÉATS



120 projets soutenus
depuis 2014

SUBVENTION MOYENNE PAR PROJET

41200 €